Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Prix de l'essence, misère et hyper-profits : « C'est la loi du marché! »

Par Greg Butterfield
Mondialisation.ca, 30 mai 2006
Workers'World (USA) , Michelcollon.info (traduction de l'anglais) 30 mai 2006

Région : États-Unis
Thème: Pétrole,Gaz de schiste, Énergie

Pourquoi les géants du pétrole ne modèrent-ils pas la folie des prix de l'essence ?

Aux États-Unis, le prix moyen d'un gallon (1) d'essence était de 2,95 $, le 7 mai, soit 4 cents de plus que fin avril, s'il faut en croire le Lundberg Survey. Ils sont des millions à souffrir des prix élevés de l'énergie. Certains sont obligés d'économiser sur leur nourriture et autres nécessités ou de déposer des objets personnels au mont-de-piété rien que pour se procurer le carburant nécessaire pour se rendre à leur travail.

Vu les circonstances, vous pourriez être excusé de croire que les profiteurs des grosses compagnies pétrolières allaient battre un peu du plat. Après tout, en pleine crise, ces compagnies réalisent des bénéfices records, puisque le prix du baril tourne aux alentours de 70 $. Vous pourriez également imaginer qu'ils iraient jusqu'à exercer une partie de leur énorme pouvoir économique et influence politique pour faire baisser les prix et se mettre à l'abri de la vindicte publique. Oh ! que non... Au lieu de cela, le 3 mai, l'exécutif en chef d'ExxonMobil, Rex Tillerson, est apparu au « Today Show » de la NBC afin de défendre les gigantesques profits pétroliers. « C'est le libre marché », a-t-il dit, levant les mains au ciel, comme si c'était la seule explication requise. Il ne se déclara pas coupable de piraterie au détriment des travailleurs qui vident leur porte-monnaie pour passer à la caisse de l'épicerie, payer le médecin ou ramasser leurs gosses à l'école. Il se contenta de dire qu'ExxonMobil et les autres compagnies utilisaient certains de leurs bénéfices pour « gonfler leurs capacité de raffinage et lancer de nouveaux projets de prospection ». Ben oui, les capitalistes réinvestissent leurs bénéfices afin de mieux les accroître encore. L'affaire en or, quoi ! « Notre boulot, c'est de faire de l'argent », ajouta Tillerson très obligeamment. Rien n'est plus vrai. L'an dernier, ExxonMobil a réalisé le plus gros bénéfice annuel de toutes les sociétés dans l'histoire du monde : 36,16 milliards de $, soit 43 % d'augmentation par rapport à 2004 (Washington Post, 30 janvier). Les profits d'ExxonMobil ont encore augmenté au cours du premier trimestre 2006, passant à 8,4 milliards de $, alors qu'ils n'étaient « que » de 7,86 milliards durant la période équivalente de l'an dernier (Bloomberg, 8 mai).

Tillerson n'est pas le seul. Business Week Online rapportait le 5 mai que les gains totaux prévus en 2006 pour ExxonMobil, BP, Royal Dutch Shell, Chevron, Total et ConocoPhillips s'élèveraient à 135 milliards de $, soit bien davantage que le PIB de toute une flopée de pays. Selon un rapport publié dans The Independent (Londres), le 7 mai, les grosses compagnies pétrolières ont dépensé quelque 20 millions de $ en publicité et public relations aux EU depuis le début de cette année. Et ce n'est qu'un avant-goût des millions de $ qu'elles dépenseront en campagnes, lobbying et publicité en vue des élections de la mi-

mandat, en novembre prochain.

Ne croyez pas tout ce matraquage

Ne vous méprenez pas : ces profits obscènes rendent les directeurs et gros actionnaires des grosses compagnies pétrolières aussi heureux que des sangliers dans la fange. Les temps leur ont été cléments. Après tout, la Maison-Blanche et le Congrès sont sous contrôle de leurs meilleurs copains et la plus imposante machine de guerre au monde est mobilisée à temps plein pour leur compte. Pourtant quelque chose les chiffonne. Mais pourquoi donc ?

En tant qu'entreprises capitalistes, les monopoles pétroliers sont poussés par une concurrence intense à maintenir et accroître encore leur taux de profit. La colère à leur égard croît à l'échelle mondiale. Elle a atteint un point où leurs futurs profits pourraient être menacés. Le 1er mai, applaudi par une grande partie de son peuple, le président bolivien Evo Morales a annoncé qu'il s'agissait d'« une journée historique au cours de laquelle la Bolivie reprenait le contrôle absolu de ses ressources naturelles ». Morales plaçait ses réserves en gaz naturel et en pétrole sous le contrôle de l'État et ordonnait à 25 compagnies étrangères d'énergie de renégocier les termes de leurs contrats. La Bolivie s'est associée à Cuba et au Venezuela, l'un des principaux producteurs de pétrole du monde, dans un accord commercial opposé aux traités d'exploitation abusive extorqués par Washington. Le Venezuela lui aussi a demandé des arrangements plus équitables de la part des compagnies étrangères, tout en proposant, en guise de solidarité, du mazout de chauffage à bas prix aux communautés américaines appauvries.

Le 8 mai, les forces de la résistance irakienne ont bombardé un oléoduc au sud de Bagdad. C'était le dernier en date de toute une série d'attentats qui ont considérablement entravé la production de pétrole, les exportations et la réalisation de profit sous occupation américaine. L'invasion de l'Irak par George W. Bush était censée transformer ce pays en réserve pétrolière privée des États-Unis. La résistance populaire a plongé ce plan dans une impasse pour une durée indéterminée.
L'administration Bush persécute aujourd'hui l'Iran, un autre gros producteur de pétrole, à propos du développement de sa technologie nucléaire. En guise de réponse, l'Iran a menacé de stopper ses exportations de pétrole vers l'Occident.

En raison de troubles au Nigeria, au Soudan, au Tchad et dans d'autres pays africains, les grosses compagnies pétrolières ont de plus en plus de mal à suivre les programmes d'exploitation de leurs réserves. La Russie réclame plus de contrôle de ses propres ressources pétrolières. Etc.

Un directeur d'Exxon au salaire de 144.574 $ par… jour

Les habitants de la petite ville de Beeville, Texas, ont lancé un boycott contre ExxonMobil, rapportait Associated Press le 8 mai. Bien que modestes, de telles actions montrent bien l'étendue de la colère suscitée par les compagnies pétrolières dans leur propre pays. Cette colère a été suscitée par un article du New York Times affirmant que l'ancien PDG d'ExxonMobil, Lee R. Raymond, s'était vu offrir un salaire de 144.573 $ par jour durant 13 ans, y compris un rab inattendu de presque 400 millions de $ en 2005.

Raymond est une illustration particulièrement obscène du fait que les PDG gagnent en moyenne 531 fois plus que les travailleurs qu'ils emploient. Dans un même temps, la possibilité de voir les citoyens américains pauvres accroître quelque peu – et très

modestement pour commencer – leur niveau de vie se réduit de jour en jour. Selon « Understanding Mobility in America » (Comprendre la mobilité aux EU), une étude publiée en avril par l'économiste Tom Hertz de l'American University, un enfant né dans une famille pauvre n'a qu'une chance sur 100 d'accéder un jour aux 5 % des revenus les plus élevés. En fait, le « pays de toutes les occasions » a l'un des niveaux les plus faibles de mobilité des revenus de toutes les pays capitalistes prospères.

La plupart des travailleurs des États-Unis n'ont pas lu ce rapport, naturellement. Mais ils vivent quotidiennement avec ses conséquences – non seulement à la pompe de gaz, mais chaque fois qu'un ami ou un être chair revient d'Irak dans un linceul en plastique ou quand un médicament prescrit est hors de prix. Les exécutifs des géants du pétrole savent qu'une colère sourde commence à se transformer en action politique de masse. S'ils nourrissaient encore quelque doute à ce propos, le flux de travailleurs immigrés et de leurs partisans, le 1er mai, les aura convaincus à suffisance. Dans une tentative de récupérer et de détourner la colère des masses le long de voies plus sûres, les démocrates du Congrès plaident en faveur d'une taxe sur ce qu'ils appellent les « bénéfices excessifs ». Le président Bush a chargé le gouvernement fédéral d'enquêter sur les accusations de « gonflage des prix ». Certains État, comme la Californie, font de même.

Même si ces initiatives devaient être suivies sérieusement, elles ne constitueraient tout au plus qu'un léger avertissement du doigt. Mais les géants pétroliers n'en supportent même pas la pensée, d'où les millions injectés dans les campagnes d'élection au Congrès, dans la pub et le lobbying. Si le taux de profit est suffisamment élevé, disait Marx, il n'est aucun crime qui puisse arrêter les capitalistes, aucune atrocité qu'ils ne commettraient. En fin de compte, pour mettre un terme aux prix élevés de l'énergie, aux guerres du pétrole et à la destruction de l'environnement due à l'abus des carburants fossiles, la classe ouvrière doit exproprier les géants du pétrole de même que toutes les industries capitalistes et les gérer en fonction des besoins du peuple, et non du profit de quelques-uns.

(1) Un gallon US = 3,78 litres.

9 mai 2006, Workers'World (USA)

La source originale de cet article est Workers'World (USA) , Michelcollon.info (traduction de l'anglais)
Copyright © Greg Butterfield, Workers'World (USA) , Michelcollon.info (traduction de l'anglais), 2006

Articles Par : Greg Butterfield

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca